

Les points saillants

- La variation moyenne mensuelle de la valeur du panier alimentaire est quasi nulle pour le trimestre tandis qu'en rythme annuel on a enregistré une augmentation moyenne d'environ 8.6 %. Cette hausse est due essentiellement à l'accroissement des prix des maïs importé (+17 %), du riz local (+25 %), du riz importé (+7 %) et du haricot rouge (+8 %).
- On observe une tendance à la hausse sur le marché d'exportation américain des prix du riz et du Blé en rythme annuel respectivement de plus de 30 % et d'environ 17 %. Toutefois, ces hausses se sont faiblement transmises jusqu'à date sur le marché local où le prix moyen du riz a augmenté seulement de 7 % alors que celui de la farine de blé reste relativement stable.
- Les superficies emblavées risquent d'être inférieures par rapport à celle de la saison de printemps en raison du faible support en semences, du retard des pluies et des faibles moyens économiques des exploitants.
- Vu la stabilité des prix, l'amélioration de la disponibilité avec les récoltes attendues de la campagne de printemps, il y a lieu de s'attendre globalement à une probable amélioration de la situation de sécurité alimentaire. Mais, celle-ci ne sera pas assez suffisante pour changer les phases projetées de l'IPC de mars à juin. Au contraire, la situation de sécurité alimentaire pourrait se dégrader dans certaines zones de moyens d'existence notamment HT03 dans le Plateau centrale qui sera maintenu dans la phase 2.

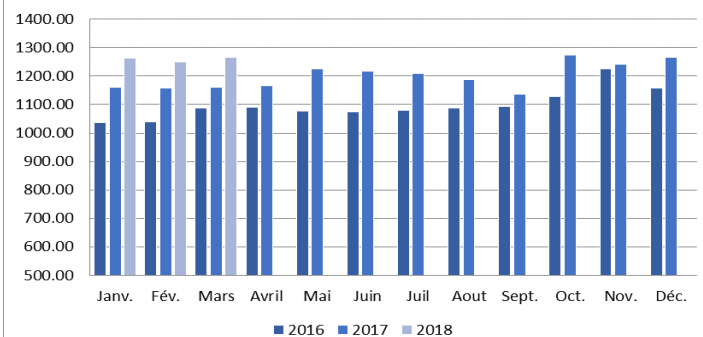
Évolution du coût nominal du panier alimentaire au niveau national

Le panier considéré dans le cadre de cette analyse est composé de 6 produits de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) qui représentent 1870 kilocalories consommées par personne par jour. Il est constitué de telle sorte que 100 pourcent de consommation de calories proviennent de ces six produits alimentaires, ceci à cause du manque d'information pour d'autres produits, en particulier les fruits, les légumes, les racines et les tubercules. L'analyse du panier permet de suivre l'accès des ménages au panier de base dans le temps et dans l'espace. Ce panier reflète surtout la consommation alimentaire des ménages pauvres à faible niveau de revenu.

En décembre 2017 la valeur du panier a été de 1266 gourdes. Elle est passée à 1262, 1248 et 1266 gourdes respectivement en janvier, février et mars soit des variations mensuelles de -0.35 % ; -1.08 % ; +1.38 %. **La variation moyenne mensuelle de la valeur du panier alimentaire est donc quasi nulle pour le trimestre**

En rythme annuel, la valeur du panier a augmenté de 100 gourdes, 91 gourdes et 106 gourdes respectivement pour les 3 premiers mois de l'année soit de +8.7 %, +7.8 % et +9.15 %. **La hausse moyenne pour les trois premiers mois de l'année en rythme annuel est de 8.6% pour le trimestre.**

Fig.1: Evolution du coût nominal du panier alimentaire pour un individu (en gourde)



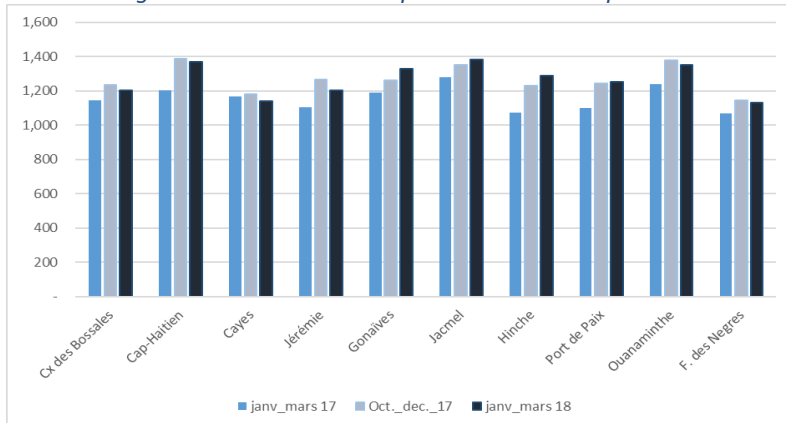
Source : CNSA, 2018

Évolution du coût nominal du panier alimentaire sur les marchés régionaux

En rythme annuel, le taux de croissance de la valeur du panier national est d'environ 8.6 %. Les plus fortes hausses ont été enregistrées sur les marchés de Hinche, du Cap-Haitien et de Port de Paix soit respectivement de +20 %, +14 % et +14 % tandis que les plus faibles hausses (voire même une baisse) ont été enregistrées sur les marchés des Cayes, de la Croix des Bossales et du Fond des Nègres soit respectivement de -2 % (baisse), +5 % et 6 %. Par contre, en rythme trimestriel, la valeur du panier alimentaire est relativement stable par rapport au précédent trimestre au niveau national. Sur les marchés régionaux, mis à part les marchés des Gonaïves, de Hinche et de Jacmel où l'on a enregistré une hausse, au niveau des différents marchés la valeur du panier a baissé au premier trimestre de 2018 par rapport au 4^e trimestre de 2017. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées sur les marchés de Jérémie et des Cayes soit respectivement de -5 et -3 %.

Il convient de signaler que le coût du panier est plus élevé sur les marchés de Jacmel, de Cap-Haitien et de Ouanaminthe, soit respectivement de 1381, 1367 et 1355 gourdes pour une moyenne nationale de 1266 gourdes. A l'inverse, le coût du panier est moins élevé sur les marchés des Cayes, de Fonds des Nègres et de Jérémie soit respectivement 1156, 1160 et 1196 gourdes.

Figure 2. Coût nominal du panier alimentaire par marché



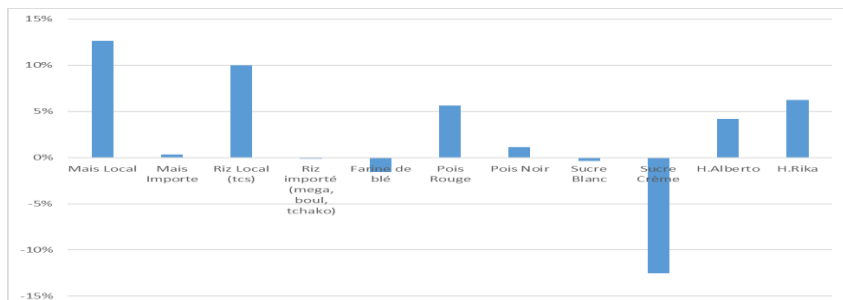
Source : CNSA, 2018

Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché local

Le principal facteur qui détermine le coût du panier alimentaire est le prix des céréales qui représentent environ deux tiers de l'énergie consommée par jour par les plus pauvres

En glissement annuel, les variations de prix du maïs importé, du riz local et de l'huile de cuisine sont relativement élevées soit environ 15 %, tandis que celles de la farine de blé, du haricot noir, du sucre s'affichent plutôt à la baisse. La valeur de ces derniers dans le panier étant relativement faible, ils ont eu par conséquent peu d'impact sur le coût total du panier alimentaire. **La hausse de la valeur du panier est donc due essentiellement à la hausse des prix du maïs importé, du riz.**

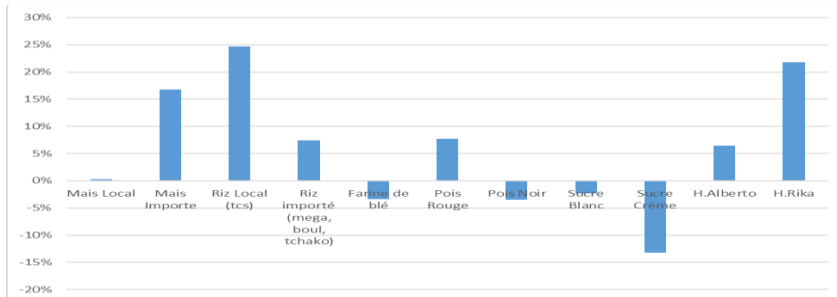
Figure 3. Variation des prix moyens (1^{er} trimestre de 2018 vs 1^{er} trimestre de 2017)



Source : CNSA.

En glissement trimestriel (janvier-mars 2018 par rapport octobre décembre 2017), les prix des produits importés (Riz, maïs, farine de blé, sucre raffiné) sont relativement stables tandis que ceux des produits locaux sont à la hausse (maïs, riz, haricot noir). La hausse des prix des produits locaux s'explique par la baisse de l'offre liée à la saisonnalité dans les récoltes. La disponibilité de produits locaux sur les marchés diminue à mesure que l'on s'approche de la période de soudure.

Figure 4. Variation des prix moyens (1^{er} trimestre de 2018 vs 1^{er} trimestre de 2017)



Source : CNSA,

Tendance des prix produits alimentaires sur le marché international

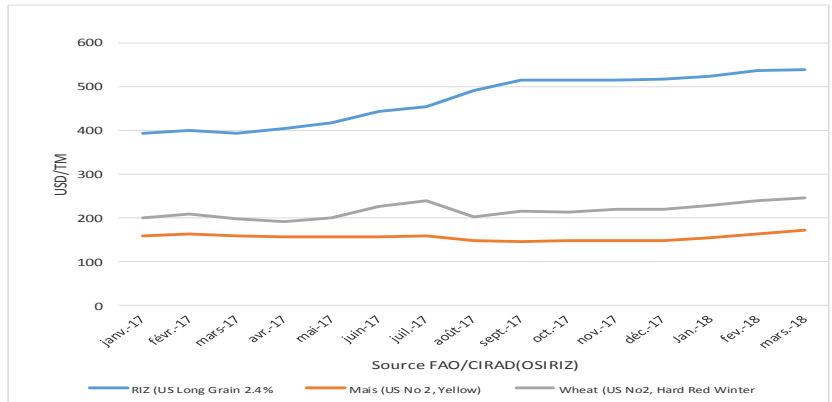
Le comportement des prix des produits importés sur le marché local est déterminé par divers facteurs, entre autres, le taux de change, les prix au niveau du marché mondial et particulièrement les prix sur le marché américain. À noter qu'Haïti est le deuxième importateur du riz américain en termes de volume.

Le prix moyen pour le 1er trimestre de l'année de 2018 du riz « US 2/4 long grain » sur le marché américain est d'environ 534 USD la tonne contre 517 USD pour le trimestre précédent et 397 USD pour le premier trimestre de l'année 2017 soit une hausse de 34 % en rythme annuel et 3 % en rythme trimestriel.

Selon l'observatoire International sur le Riz (OSIRIZ) dans son rapport du mois de février 2018 du CIRAD1, l'année 2018 pourrait s'illustrer par une plus grande volatilité des prix due en grande partie aux excédents exportables.

La hausse des prix du blé est aussi relativement importante soit 17 % en rythme annuel et 9 % en rythme trimestriel. Par contre, pour le maïs moulu la hausse est modérée, soit de 2% en rythme annuel.

Fig 5. Évolution des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux



Source : CNSA

Fort heureusement, ces hausses observées sur le marché international ne se reflètent pas sur le marché local où le prix moyen du riz américain a augmenté de 7 % et celui de la farine de blé est relativement stable, vue la forte intégration du marché rizicole haïtien avec celui des américains. Cela, pourrait être dû à une réduction des marges des importateurs et des grossistes ou à une probable augmentation de la production locale du riz et du maïs ou à une asymétrie dans la transmission des prix (coûts de transport, pouvoir de marché des intermédiaires commerciaux) ainsi qu'à une diversification des sources d'approvisionnement par exemple augmentation des importations en provenance vietnamienne. Même si cette situation est favorable pour la sécurité alimentaire, si cette tendance se maintient dans les prochains trimestres, une étude de la structure du marché rizicole devrait être menée pour mieux comprendre l'intégration du marché local au marché international notamment le marché américain.

Situation agricole

Situation de la production agricole

Les informations collectées via les missions de terrain et les informateurs clés laissent comprendre que les superficies en préparation (sarclage, labourage) et les superficies actuellement emblavées restent inférieures par rapport à l'année dernière. Cette situation est due particulièrement à l'arrivée tardive des premières pluies conditionnant le démarrage de la campagne (dans les zones non irriguées) au retard des pluies, au manque de moyens économique des producteurs et au faible support en intrants agricoles.

Pluviométrie- En général, suivant la zone agroécologique, la campagne de printemps (agriculture pluviale) commence avec les premières pluies du mois de février-mars (Voir la figure 6). Cette année, mis à part de quelques zones d'altitude du Nord, du Nord-Est, du Sud-Est, de la Grand-Anse, le démarrage de la campagne de printemps accuse un certain retard.

Figure 6. Calendrier saisonnier



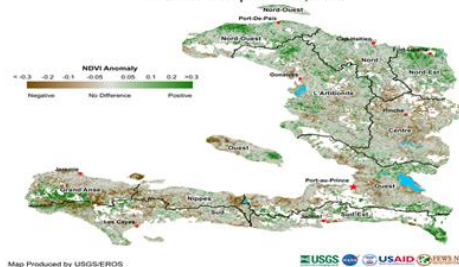
¹http://www.infoarroz.org/portal/uploadfiles/20180115070929_15_ia1217fr.pdf

Les images de la carte NDVI pour la première décennie d'avril ont attesté le retard des pluies sur les départements du Nord, du Centre, de l'Ouest des Nippes et d'une partie de la Grande-Anse et du Nord-est (Voir la carte ci-contre). Les pluies tardives au niveau du département du Centre n'ont pas permis la plantation habituelle d'haricot de montagne notamment dans les hauteurs de Maïssaïde, de Baptiste, de Cerca cavajal, et de la section de Juanaria. C'est le même constat pour les communes de chambellan, Moron, Abricot.

En revanche, les préparatifs se poursuivent dans les différentes zones agro écologiques, au rythme de la pluviométrie, même si les paysans sont inquiets quant à leur faible moyen économique et à l'accès aux semences.

Carte.1:Haiti eMODIS 250m NDVI Anomaly

2018 minus Median (2007 - 2016)
Period 11 / Apr 11 - 20, 2018



Moyens économiques- La maigre performance de la campagne d'hiver dans le Nord-est et dans le Plateau central ainsi que les effets résiduels du passage de l'ouragan Irma dans le Nord-est et de Matthew dans le grand sud (Grande-Anse, Sud) affectent les moyens économiques des agriculteurs qui peinent à trouver des ressources nécessaires pour investir dans les exploitations agricoles. Ainsi, la vente excessive des animaux par rapport à la même période de l'année précédente pour la mise en place de la campagne de printemps dans plusieurs départements a été notifiée. De plus, le coût de la main d'œuvre est relativement élevé dans certaines zones à cause, entre autres, du vieillissement et de la migration de la main-d'œuvre. Ce qui alourdit encore plus les charges de la mise en culture des sols.

Les activités de petit commerce qui sont considérées comme l'une des principales sources de revenus des ménages, particulièrement les ménages frontaliers sont de plus en plus difficile à cause du resserrement du contrôle au niveau des douanes. Le contrôle plus serré au niveau de la frontière touche les couches les plus vulnérables. Ainsi, il est aussi plus difficile pour les journaliers de faire la traversée pour aller vendre leur force de travail en République Dominicaine.

Accès aux intrants et autres supports- À l'instar de la campagne d'hiver, la campagne de printemps n'a pas reçu de supports substantiels. Les supports apportés par la FAO et le MARNDR et autres acteurs pour la campagne d'hiver étaient de loin en deçà des besoins des agriculteurs. Même les zones ayant été touchées par les récentes catastrophes naturelles n'ont pas reçu de supports significatifs à l'exception des zones d'activité de la Caravane (sud). Dans la côte Sud, malgré la présence des ONG comme Oxfam et Caritas qui fournissent un appui en formation en distribution de bétail, les agriculteurs ont fait part de leur manque de moyens pour mettre en valeur leurs exploitations agricoles, cette même préoccupation est présente dans tous les autres départements. Malgré les intrants disponibles sur certains marchés au niveau des différents départements, les agriculteurs ont des difficultés pour accéder aux intrants (Prix relativement élevé, en moyenne 1350 à 1500 Gourdes par sac d'engrais NPK de 25 livres et lieu de vente éloigné) et se plaignent de l'irrégularité de la disponibilité.

Selon les agriculteurs, habituellement lors du lancement de cette grande campagne, des semences d'haricots, de maïs, de patate et de manioc sont distribués soit par les représentants du MARNDR, des ONGs et de la FAO. Tel n'est pas le cas cette année. Toutefois, des agriculteurs de l'Artibonite restent encore confiants de l'arrivée d'un support quelconque, mais se plaignent de l'inefficacité des supports tardifs. Même si ce support, en retard qu'il soit, peut aider à la réussite de la récolte de maïs, mais la probabilité de réussite pour le haricot reste mince, estiment les agriculteurs.

Dans les départements du Nord et du Nord-est, il faut notifier la présence du projet AVANSE qui fournit un support dans la plantation de cacao (Port-margot) et de banane. Si les planteurs de cacao qui bénéficient du projet témoignent une certaine satisfaction, il n'est pas le cas pour les planteurs de banane. Ils sont insatisfaits des modalités de réception des intrants et de la qualité des plants de banane.

Au niveau du département du Centre, précisément au niveau de la commune de Maïssaïde et de Hinche, le ministère de l'agriculture à travers le projet RESEPAG fournit un appui par coupon destiné à l'achat de semence, de pesticide et aux activités de préparation de sols à près de 4 à 5 mille bénéficiaires. Même si ce support pourrait être considéré comme insuffisant par rapport aux besoins si ce support avait été fourni dans les autres départements, cela aurait une incidence certaine sur les résultats de la campagne printanière de 2018.

Il est à noter que la mission d'exploration du démarrage de la présente campagne printanière a été déployée tôt au début de la campagne avec l'apparition des premières pluies, la tendance du déroulement de la campagne telle que décrite peut-être inversée dans les jours qui suivent si les pluies se maintiennent et les appuis sont apportés.

En ce qui a trait à la production rizicole, les producteurs de l'Artibonite et du Nord-est, se montrent très inquiets **en raison de l'infestation des rizières par des rats qui détruisent les plantations.** Selon les informateurs clés, les rizières sont habituellement attaquées par des rats en période sèche mais cette année, la situation est insupportable, parce que depuis un certain nombre d'années

aucune opération de dératisation n'a été conduite par les responsables agricoles du pays. Un riziculteur a affirmé qu'ordinairement en période de sécheresse avoir récolté 34 sacs de riz paddy sur deux carreaux de terre à cause des rats cette année il n'en récolte que 10 sacs.

Situation des cultures pérennes

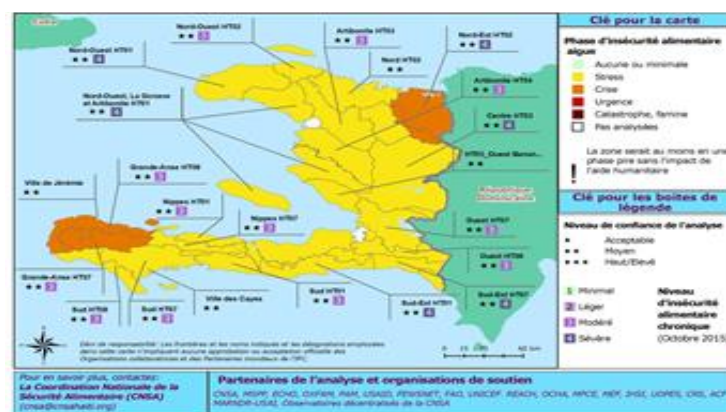
Le retard des pluies influence également la récolte des cultures pérennes (le manguier, l'avocatier). D'ailleurs, les riziculteurs soulignent que la rareté inhabituelle des mangues même immature à cette époque, cibles habituelles des rats, a provoqué l'attaque excessive des rizières par les rats.

Les producteurs de cacao peuvent toujours compter sur la vente de cette culture pérenne pour les préparatifs de la prochaine rentrée scolaire puisque les fruits de cette culture sont en bonne forme et arrivent à maturation dans les prochains mois. Il faut noter qu'une partie de la récolte de cacao est déjà sur les différents marchés des zones de production dans le Nord et même sur les marchés du Nord-est.

Situation de sécurité alimentaire pour la période Avril-Juin 2018

Disponibilité alimentaire et Sécurité alimentaire. Même si le volume de produits locaux sur les différents marchés est faible, l'offre des produits locaux est très diversifiée que ce soit dans les marchés de production ou de consommation. Le maïs, le haricot, le pois Congo, les racines et tubercules (patates, manioc, igname, banane) sont les principaux produits constituant l'offre des produits locaux. Cependant, contrairement à la baisse saisonnière des prix qu'on devait observer sur les marchés suite aux récoltes de la campagne d'hiver, **une certaine tendance à la hausse a été constatée, notamment pour le haricot.** La faible performance de la campagne d'hiver en est la principale cause de la tendance haussière observée.

Carte.2 : classification de la sécurité alimentaire aigue/situation projetée (Mars -Juin 2018)



Source : CNSA et Partenaires

La disponibilité alimentaire sur les différents marchés devrait s'améliorer d'ici le mois de mai en raison de l'augmentation du volume des produits locaux issus des premières récoltes de la campagne et des produits importés. Même si les plus pauvres auront encore des difficultés d'accéder aux produits alimentaires sur les marchés, mais globalement on s'attend à une amélioration de la situation de sécurité alimentaire à partir des premières récoltes du mois de mai.

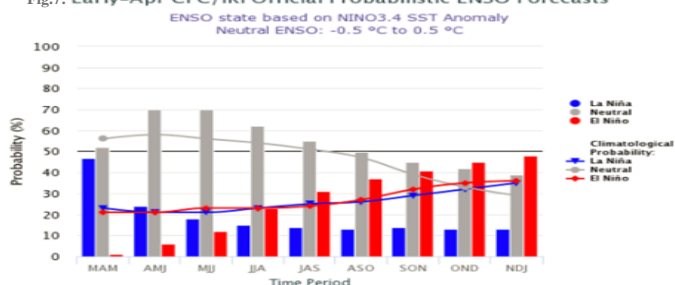
Cependant, il convient de mentionner que **cette amélioration est insuffisante pour faire changer la classification qui a été projetée pour la période mars-juin 2018** (voir la carte ci-contre) **considérant les conditions de démarrage de la campagne de printemps et les conditions économiques difficiles des plus pauvres et la hausse du taux de change de la Gourde par rapport au dollar américain.** Au contraire, la situation de sécurité alimentaire dans le département du Centre pourrait même se détériorer en raison des épisodes de sécheresse qui ont considérablement diminué les rendements de la campagne d'hiver particulièrement, au niveau du Haut Plateau ainsi qu'au resserrement des contrôles au niveau de la frontière.

En revanche, les facteurs contributifs de la sécurité alimentaire précités ne suffisent pas à eux seuls pour faire changer les phases de classification (IPC) dans le département du centre.

Perspectives de réussite de la campagne de printemps

Globalement on pourrait s'attendre à une performance proche de la normale ou en dessous de la normale. D'ailleurs, en ce qui a trait aux prévisions pluviométriques pour le reste de la saison, l'International Research Institute for Climate and Society (IRI)² estime qu'il y a environ 50 à 60% de chance qu'on ait des conditions neutres au cours de la période de printemps 2018, ce qui sous-entend, des conditions agro-climatiques autour de la normale (voir la figure ci-contre).

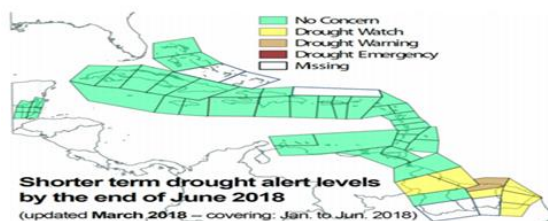
Fig.7: Early-Apr CPC/IRI Official Probabilistic ENSO Forecasts



Source : IRI

Aussi, les prévisions faites par la CaricOF³ (voir figure ci-contre) en mars 2018 vont dans le même sens, en d'autres termes il n'y aurait pas de préoccupation relative à la sécheresse pour la période allant jusqu'à fin juin. Cependant, l'accès réduit à des intrants peut influencer négativement la campagne printanière. Il importe de suivre toutefois de très près l'évolution de la situation.

Carte.3 : Prévision du niveau de sécheresse jusqu'à Juin 2018



Source : CARICOF



The views and opinions in this bulletin are those of the authors. They do not represent the views or opinions of the Economic Research Service or those of the U.S. Dept. of Agriculture, USAID, or the U.S. Government.

² <https://iri.columbia.edu/our-expertise/climate/forecasts/enso/current/>

³ http://rcc.cimh.edu.bb/files/2018/03/CARICOF_drought_outlook_end_June2018.pdf